

1 avril 2009 - Seul le prononcé fait foi

[Télécharger le .pdf](#)

# Interview de M. Nicolas Sarkozy, Président de la République, à Europe 1 le 1er avril 2009, sur le sommet du G20 de Londres, la France dans l'OTAN, les enseignants chercheurs, la politique du gouvernement face à la crise et sur la violence des bandes de jeunes.

PATRICK COHEN

Bonjour Jean-Pierre ELKABBACH. Vous êtes en direct depuis l'Élysée, depuis le Salon Murat, où se tient le Conseil des ministres habituellement, et face à vous le Président de la République, Nicolas SARKOZY.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Vous savez que le Sommet mondial du G20 commence aujourd'hui, il n'a pas de précédent dans l'histoire. Monsieur le Président de la République, bonjour.

NICOLAS SARKOZY

Bonjour et bienvenue.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Je vous remercie de recevoir EUROPE 1 dans le Salon Murat où se tiendra le Conseil des ministres avant votre départ pour Londres. Les Vingt, les vingt dirigeants du monde, vous portez les espoirs de tant de peuples qui sont victimes de la crise. Aujourd'hui, les Français ne croient plus aux promesses et aux principes généreux, ils veulent du concret. Qu'est-ce qu'ils peuvent attendre du G20 ?

NICOLAS SARKOZY

Bon, le G20 c'est un rendez-vous que la France et que l'Europe a voulu, ont voulu. C'est un rendez-vous en quelque sorte que nous avons imposé avec José Manuel BARROSO, à l'époque, en demandant au président BUSH de réunir le premier Sommet de Washington. A Washington, nous avons défini des principes. Il faut qu'au deuxième Sommet du G20, celui de Londres, qui commencera ce soir et se terminera demain, il y ait des décisions.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Qu'est-ce que peuvent attendre les Français ?

NICOLAS SARKOZY

Cette crise sans précédent économique mondiale, les conditions de la crise ont été créées par un système dérégulé, par une absence de réglementation, par un capitalisme financier qui a poussé sa logique jusqu'au bout, sans principe, d'une certaine façon d'ailleurs sans morale. Si on ne veut pas que les mêmes causes produisent les mêmes effets, il faut, nous n'avons pas le choix, que de nouvelles règles se mettent en place. On ne va pas passer d'un système où il n'y avait pas de règle à un système où il y a trop de règles, mais la régulation est le coeur du débat qui va nous occuper pendant ces quelques heures.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Les peuples vous regardent, naturellement, et le peuple français qui souffre de la crise, peut se dire « en quoi ça va me concerner, est-ce qu'il va y avoir plus, à terme, de croissance, est-ce

qu'on va maîtriser le désordre d'aujourd'hui et en quoi ça va changer ou me rassurer ? ». Qu'est-ce que vous leur dites, là, d'abord ?

NICOLAS SARKOZY

Pour que la situation économique se redresse dans le monde entier, il faut que la confiance revienne. Pour que la confiance revienne, il faut que des règles claires soient posées sur un certain nombre de sujets qui ont ouvert des trous béants dans la finance internationale. La crise économique que nous connaissons sur le plan international est née d'une crise financière. C'est donc à cette crise financière qu'il faut s'atteler en priorité.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Monsieur le Président, vous répétez que vous ne voulez pas vous associer à un sommet qui déciderait de ne rien décider, c'est-à-dire à un sommet pour rien. Le TIMES, hier, à Londres, prenait votre menace au sérieux. Est-ce que ça veut dire que si ça n'avance pas à Londres, ce soir et demain, vous pourriez vous lever, en effet, et vous en aller ?

NICOLAS SARKOZY

Moi, je ne m'associerai pas à un sommet qui se conclurait par un communiqué de faux compromis qui ne traiteraient pas les problèmes qui nous occupent.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Donc, vous pourriez partir ?

NICOLAS SARKOZY

Je prends un exemple, les paradis fiscaux. Il serait parfaitement inacceptable et incompréhensible que quand on sait le rôle qu'ont joué ces places financières non coopératives, que des décisions concrètes ne soient pas mises en oeuvre dans les jours et les quelques semaines qui suivront le G20. Les paradis fiscaux ce sont des places financières dans le monde, les Français doivent le comprendre, qui refusent de coopérer, c'est-à-dire de donner des renseignements sur l'origine des fonds qui déferlent par centaine de milliards dans des lieux étranges.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Mais, ça, ça expliquerait ou justifierait la politique de la chaise vide de votre part ? Et si vous partiez, vous partiriez tout seul ou avec Madame MERKEL, par exemple ?

NICOLAS SARKOZY

La politique de la chaise vide marquerait un échec qui serait celui du sommet, et je ne veux pas croire qu'on arrivera à cela. J'ai encore eu Madame MERKEL au téléphone tard hier soir, nous sommes exactement sur la même longueur d'onde, nous avons et nous porterons une vision européenne sur des valeurs qui sont celles de l'Europe, nous voulons un capitalisme d'entrepreneurs et non pas un capitalisme de spéculateurs. Alors, concrètement, qu'est-ce qui s'est passé ? 62 % de ce qu'on appelle les hedge funds, ces fonds spéculatifs agressifs, qui achetaient nos entreprises à travers... les entreprises à travers le monde, qui les vendaient par appartement, qui empochaient une plus-value considérable, qui s'endettaient pour les acheter à n'importe quel prix d'ailleurs ces entreprises, 62 % de ces fonds sont logés dans des paradis fiscaux. Ne pas traiter la question des paradis fiscaux c'est ne pas traiter la question de la stabilité financière.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Mais qui ne veut pas la traiter ?

NICOLAS SARKOZY

Aujourd'hui, il ne faut faire de procès d'intention à personne.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Mais votre position c'est une pression sur quelques-uns ou quelqu'un qui ne veut pas régler le problème des paradis fiscaux ou de la régulation financière mondiale.

NICOLAS SARKOZY

Bon, aujourd'hui, sont moins enthousiastes pour engager la régulation sur les paradis fiscaux un certain nombre des partenaires qui se trouveront présents ce soir : la Chine, il faut encore expertiser sa position exacte parce qu'il y a derrière les intérêts de Hong Kong, de Macao et peut-être même de Singapour. La position traditionnelle anglo-saxonne était une position, je dis « était

», de relative tolérance.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

C'est-à-dire, vous l'avez fait évoluer avec Madame MERKEL ?

NICOLAS SARKOZY

Moi, je vois le texte qu'a publié Barack OBAMA qui stigmatise les paradis fiscaux. J'ai approuvé le texte du Président des Etats-Unis, je lui ai d'ailleurs dit dans une conversation que nous avons eue téléphoniquement il y a très peu de jours. Mais maintenant, il faut des faits. Je voudrais expliquer à nos auditeurs que il existe un paradis fiscal, une île, peu importe son nom...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

... Caïmans.

NICOLAS SARKOZY

Par exemple ! Dont le produit intérieur brut, la richesse est de deux milliards de dollars par an et dont les institutions financières logées artificiellement sur ce territoire ont garanti 1 800 milliards de dollars.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

C'est-à-dire que votre obsession aujourd'hui c'est de faire disparaître, vous ou les Vingt, ou quelques-uns des Européens, les paradis fiscaux ?

NICOLAS SARKOZY

Je n'ai pas d'obsession, j'ai une conviction, c'est que si on ne remet pas un peu de morale, un peu de réglementation, un peu d'ordre, dans un système financier qui s'est totalement dérégulé, qui marche sur la tête, on a aucune chance de rétablir la confiance et donc la situation économique. Alors, qu'est-ce que ça veut dire ? Nous voulons très clairement qu'on précise ce qu'est un paradis fiscal. Un paradis fiscal n'est pas un lieu où on paie peu d'impôts, c'est un lieu où on ne donne pas des renseignements sur l'origine des capitaux. Deuxièmement, nous voulons qu'il y ait une ou plusieurs listes de places financières...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

... rendues publiques ?

NICOLAS SARKOZY

Naturellement ! Qui ne coopèrent pas au regard des critères de l'OCDE. Et troisièmement, nous voulons qu'on en tire la conséquence, si tel ou tel pays veut garder un paradis fiscal, c'est son droit le plus absolu, mais dans ce cas-là que les banques du monde entier refusent de travailler avec ces places non coopératives.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Monsieur le Président, vous donnez l'impression qu'il y a encore un suspense pour ces 48 h. On dit que tout est rédigé et fait déjà. Alors, il y a deux hypothèses quand vous dites « peut-être je me lèverai, je ne pourrai pas rester » c'est que vous savez qu'il y aura déjà un échec ou au contraire vous pensez qu'il y aura un succès et qu'il est déjà réglé. Quelle est la vérité ?

NICOLAS SARKOZY

La vérité elle est très simple, nos sherpas économiques ont travaillé toute la nuit puisque chaque chef d'Etat et de gouvernement a l'un de ses collaborateurs dénommé sherpa, qui travaille depuis plusieurs jours déjà à l'élaboration d'un communiqué, sous la présidence anglaise, avec Gordon BROWN, qui fait d'ailleurs un très bon travail, mais qui défend aussi ses intérêts. Aujourd'hui, aucun accord n'est stabilisé. Le G20 commencera ce soir par un dîner des chefs d'Etat et de gouvernement, et nous allons en parler, mais je sais que d'expérience il va falloir se battre jusqu'à la dernière minute.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Donc, vous dites que rien n'est réglé aujourd'hui ?

NICOLAS SARKOZY

Je dis que la conversation avance, qu'il y a des projets qui sont sur la table, en l'état actuel des choses ces projets ne conviennent ni à l'Allemagne, ni à la France. Et nous avons fait le point, je vous le disais, à 23 h, hier, avec la Chancelière, et nous avons convenu qu'en l'état actuel du texte, en tout cas tel qu'il était hier soir, le compte n'y était pas.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Monsieur le Président, le G20 devrait durer, d'après ce qu'on a compté, à peu près cinq heures, c'est-à-dire 300 minutes. Même si beaucoup a été déjà préparé, ça fait une douzaine de minutes pour chacun des Vingt. On se demande comment dans ces conditions on peut changer le monde. Mais vous êtes en train de dire que...

NICOLAS SARKOZY

... c'est pas comme ça que ça se passe.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

... parce qu'il y a des préparations, bien sûr.

NICOLAS SARKOZY

Parce qu'il y a naturellement cinq ou six heures de réunion plénière, et puis il y a toutes les bilatérales, et puis nos collaborateurs vont travailler toute la nuit, et puis y a les échanges téléphoniques, et puis il y a ce qu'on se dit entre délégations, donc... Mais de toute façon, on sait parfaitement ce qu'il en est. Il y a le problème des paradis fiscaux, il y a le problème du système de rémunération des traders, et je le dis là aussi avec la plus grande force, il n'est pas question qu'on garde un système mondial qui a conduit quelques milliers de personnes à prendre des risques inconsidérés parce qu'ils bénéficiaient de rémunérations excessives. La rémunération des traders qui jouent sur les marchés mondiaux, les principes posés doivent être également mondiaux, sinon ça n'a pas de sens.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Nicolas SARKOZY, il y a, vous le dites bien, les hedge funds, les paradis fiscaux, les agences de notation, les abus des traders, les centres offshore, mais est-ce que c'est ça qui va régler la crise et qui peut relancer la croissance ?

NICOLAS SARKOZY

C'est un préalable ! C'est un préalable. Les agences de notation, il faut quand même voir cette chose absolument invraisemblable, il existe trois agences de notation, pour l'essentiel logées aux Etats-Unis.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Dont une en France aussi.

NICOLAS SARKOZY

Non ! Enfin, l'un des propriétaires de cette agence est français, ça n'en fait pas une agence française. Ces agences ont en charge de noter un certain nombre d'entreprises d'Etat ou de produits financiers pour marquer aux acheteurs de ces produits ou aux clients de ces Etats, leur dangerosité. Voilà des agences qui avant la crise notaient le vendredi triple 1, c'est-à-dire une note qui veut dire « achetez, il n'y a aucun problème », le vendredi, et le même produit le lundi était noté triple B, voire triple C. Et on s'est aperçu qu'il n'y avait aucune transparence et que certaines des agences avaient des intérêts dans les entreprises qu'elles notaient. Eh bien, ça doit changer. Pareil pour les hedge funds, il est inimaginable que des hedge funds, des fonds spéculatifs ne soient pas contrôlés. Pareil, la notion de hors bilan pour les banques est une notion là aussi invraisemblable.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Oui, mais ça vous allez en discuter. Est-ce que ça veut dire que le rendez-vous de Londres c'est un aboutissement ou c'est le déclencheur de nouveaux rendez-vous dès 2009 ?

NICOLAS SARKOZY

C'est un sujet extrêmement complexe. Je n'accepterai pas qu'on renvoie sine die à d'autres sommets la résolution de problèmes dont on connaît parfaitement la nature. Au fond, il y a trois têtes de chapitre pour le G20. Une tête de chapitre sur lequel Madame MERKEL, la France, l'Europe, est très engagée, il faut une régulation. On vient d'en parler, il y a d'autres sujets. Une deuxième tête de chapitre qui est la nécessité d'une relance mondiale avec un certain nombre de pays - tant mieux pour eux ! - qui bénéficient de réserves fortes et qui peuvent être un élément qui permette de remettre du carburant dans l'économie mondiale dont on estime que la croissance mondiale pourrait reculer entre 3 et 5 %.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Elle est pour quand la reprise ?

NICOLAS SARKOZY

Mais qui le sait ?

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Non mais, vous vous faites une idée, vous avez un parfum...

NICOLAS SARKOZY

... oui, oui, c'est ça !

JEAN-PIERRE ELKABBACH

On entend Monsieur TRICHET, on entend un certain nombre de gens qui disent fin 2010. Pour vous ?

NICOLAS SARKOZY

Très bien, mais si ça peut être avant c'est encore mieux. Vous savez, la caractéristique des experts en ce moment c'est qu'ils n'ont pas vu venir la crise et maintenant le jeu c'est d'être chaque jour un peu plus pessimiste, ce qui naturellement fini par créer par du pessimisme.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Alors, troisième point.

NICOLAS SARKOZY

Le deuxième sujet, c'est cela. Et le troisième point, et je me battrais au nom de la France pour qu'on ne l'oublie pas, c'est que les pays les plus pauvres qui souffraient déjà avant la crise ne doivent pas être ceux qui paient en plus l'addition la plus lourde. Il y a sur la table un certain nombre de sujets, et voyez-vous, c'est un point de conviction que je partage avec Gordon BROWN et les Britanniques...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

... mais Monsieur CHIRAC il fait une chronique ce matin dans LIBÉRATION, et qui dit « N'oubliez pas les plus pauvres de la planète ».

NICOLAS SARKOZY

Eh ben, voilà, ça me paraît une déclaration de très grand bon sens. Nous avons un certain nombre de moyens, et je pense qu'il faudra qu'on aille assez loin sur la remise de la dette des pays qui sont les plus pauvres. Et que deuxièmement, le FMI avec les moyens qui sont les siens, notamment ses réserves d'or, doit mettre davantage d'argent pour que des pays qui s'en sortaient pas quand il y avait une croissance mondiale de 4 à 5 % ne soient pas totalement, ne sombrent pas totalement avec la crise.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Alors, le président Barack OBAMA est en tournée en Europe. Il y en a déjà que pour lui. Vous vous téléphonez quelques fois, on l'a appris. Le président OBAMA est-ce qu'il reste comme le candidat OBAMA votre copain ?

NICOLAS SARKOZY

Mais attendez, d'abord ça ne se présente pas comme ça, le Président des Etats-Unis d'Amérique, quel qu'il soit, est le président de la première puissance économique monétaire...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

... surtout quand il dit qu'il va assumer le leadership, qu'il continue à vouloir assumer au nom des Etats-Unis, le leadership.

NICOLAS SARKOZY

Les Etats-Unis, c'est la première puissance économique du monde, c'est la première puissance monétaire, c'est la première puissance militaire, et c'est une puissance démographique. Donc par construction, le président des Etats-Unis d'Amérique a un rôle majeur dans un monde...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Mais il n'est pas tout seul...

NICOLAS SARKOZY

Bien sûr...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Mais il n'est pas tout seul...

NICOLAS SARKOZY

NICOLAS SARKOZY

Puisque le monde est devenu multipolaire. Deuxièmement, il se trouve que ce président est Barack OBAMA, qui a été élu au terme d'une campagne époustouflante, et c'était quand même une nouvelle fantastique pour le monde entier, et notamment pour ceux - dont je suis - qui aiment les Etats-Unis d'Amérique, que de voir un pays qui a été ravagé pendant tant d'années par le racisme, disons les choses telles qu'elles sont, où les gens de couleur n'avaient pas le droit d'aller dans le même restaurant ou de prendre les mêmes autobus, de les voir élire le premier Président de couleur de leur histoire...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Oui, mais c'est ça qui a frappé donc aujourd'hui, je disais, il n'y en a que pour lui, et est-ce que les dirigeants européens ne craignent pas qu'il prenne, pendant sa tournée, là, tout l'espace et toute la lumière ?

NICOLAS SARKOZY

Troisième élément, il a été élu sur l'idée du changement, face... en succédant à l'administration BUSH, dont on peut dire, sans... parce que ce n'est jamais élégant de critiquer quelqu'un qui est parti, mais que le changement n'était pas sa position première. On dit : prendre toute la lumière, mais enfin, vous savez, dans le monde entier, quand on voit l'ampleur des problèmes qu'on a à poser, c'est fantastique d'avoir un président des Etats-Unis dynamique, jeune, qui incarne un espoir, c'est beaucoup plus facile pour nous, les Européens, de travailler avec quelqu'un qui veut le changement plutôt que quelqu'un qui resterait immobile. Donc bienvenu à Barack OBAMA...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Voilà, mais - et bienvenue en Europe, etc., etc. - mais, on peut éviter que les relations Etats-Unis/Europe connaissent des temps difficiles ?

NICOLAS SARKOZY

Mais pourquoi connaîtraient-elles de temps difficiles ? Moi, je...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Parce qu'il y a des intérêts divergents, il y a les intérêts des Européens, les intérêts français, les intérêts américains, et on voit bien qu'il dit : l'America First...

NICOLAS SARKOZY

Mais que le président des Etats-Unis défende les intérêts des Etats-Unis, c'est assez naturel, comme je dois défendre les intérêts français, et avec Angela MERKEL et d'autres, les intérêts européens. Vous savez, moi, je suis un ami des Etats-Unis, mais un ami debout, je suis pour une alliance avec les Etats-Unis. Ils sont venus quand même, ils sont venus nous aider au 20ème siècle à deux reprises, dans des conditions extraordinairement difficiles.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Et on le verra sans doute le 6 juin, quand le président OBAMA viendra en Normandie. Mais d'où vient, d'où vous vient, Nicolas SARKOZY, cette certitude que plus on est ami des Etats-Unis, plus on gagne d'indépendance et de liberté ?

NICOLAS SARKOZY

Eh bien, c'est très simple, et vous allez le comprendre, il y a une dizaine de pays en Europe qui n'écoutaient plus la France parce qu'ils avaient le sentiment que la France était en opposition systématique avec les Etats-Unis. Régler ce problème d'opposition systématique qu'il n'y a pas lieu d'être, et cette dizaine de pays, notamment en Europe de l'Est, se retrouve dans le discours de la France. Si la France veut fédérer autour d'elle en Europe, la France doit se poser, comme elle l'est naturellement dans son histoire, Général DE GAULLE compris, comme un allié et un ami des Etats-Unis.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Il y avait la condition...

NICOLAS SARKOZY

Mais ce que je viens de dire aujourd'hui, et le combat que je mène pour le sommet du G20, montrent bien qu'on peut être un ami et un ami indépendant.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Mais par exemple. il y avait la condition et la promesse de progrès dans la défense européenne.

Mais par exemple, il y a une certaine sorte de promesse de progrès dans la défense européenne, une sorte de donnant/donnant dans l'égalité. Est-ce qu'on l'a oublié, parce que vendredi, à Strasbourg et à Kehl, la France va confirmer qu'elle intègre le commandement militaire de l'OTAN ? qu'est-ce que la France va obtenir de substantiel en échange ?

NICOLAS SARKOZY

Soyons précis sur le sujet, monsieur BIDEN, vice-président des Etats-Unis, a fait à Munich un discours expliquant que l'intérêt du monde, pour sa stabilité et sa sécurité, c'est que l'Europe se dote d'une défense européenne. Barack OBAMA a dit la même chose, c'est la première fois qu'un président des Etats-Unis va aussi loin. L'Europe ne peut pas être un colosse économique qui n'est pas capable d'assurer sa défense.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Et on y va alors, on aura une défense européenne ?

NICOLAS SARKOZY

Mais la défense européenne sera un élément central de l'avenir de l'Europe. Et nous la bâtirons sans agressivité à l'endroit de nos alliés américains.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Monsieur le Président, parmi les critiques qui sont faites à propos de la décision sur l'OTAN, la France perd son originalité, c'est-à-dire la résistance et l'indépendance. On prend un exemple, sans aller dans le passé, si les Etats-Unis déclenchent un jour des opérations militaires d'envergure, par exemple, contre des installations nucléaires militaires en Iran, est-ce que la France suit d'office ?

NICOLAS SARKOZY

Absolument pas, pour une raison simple, c'est que les décisions prises à la table de l'OTAN sont des décisions prises à l'unanimité. Ainsi, la France et l'Allemagne, membres de l'OTAN, n'ont pas voulu - à raison - s'associer à l'intervention militaire américaine en Irak, la France et l'Allemagne, des membres de l'OTAN, l'Allemagne de tous les comités, l'Allemagne n'a pas été obligée de s'y rendre.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Donc la France garde... en plus de sa dissuasion nucléaire autonome et indépendante, on n'y touche pas...

NICOLAS SARKOZY

Mais ça va plus loin que cela, Monsieur ELKABBACH, il faut qu'on explique deux minutes les choses, la France est membre fondatrice de l'OTAN, la France a créé l'OTAN, organisation internationale qui a soixante ans cette année et qui a garanti la paix et connaissez-vous beaucoup d'organisations internationales fondées par la France, dont la France est membre, et dont la France devrait dire ad vitam eternam : nous ne voulons aucune responsabilité dans l'organisation que nous avons créée, que nous avons voulue, et qui assure la sécurité du peuple français, premièrement, ce qui est quand même étrange. Deuxièmement, monsieur MITTERRAND comme monsieur CHIRAC - et ils ont eu raison - ont envoyé sous la bannière de l'OTAN, depuis des années, des soldats français en opération sous commandement OTAN. Et regardez cette situation étrange, nous envoyons nos soldats se battre sous la bannière de l'OTAN, en refusant de participer au comité qui définissait la stratégie d'emploi de ces soldats.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Donc maintenant, ils se font plus entendre qu'avant...

NICOLAS SARKOZY

Est-ce que c'est raisonnable...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Donc on est plus fort quand on est -...

NICOLAS SARKOZY

Je ne le pense pas...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

D'après vous - quand on est totalement dans l'OTAN.

NICOLAS SARKOZY

Troisième élément, comment se plaindre que l'OTAN soit une organisation trop dominée par les Etats-Unis, vouloir que l'Europe y joue un rôle plus important, et refuser que la France y participe. Enfin, on n'a pas dit la vérité aux Français, il y a quarante comités à l'OTAN, la France était membre de trente-huit comités, avec la décision que nous prenons, nous remontons dans le trente-neuvième, nous ne participerons pas au quarantième, qui concerne le nucléaire et ce qui a manqué, me semble-t-il, toutes ces dernières années, c'est de la transparence sur la réalité des décisions qui étaient celles de la France...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Un mot encore, le président OBAMA va renforcer la présence militaire américaine dans l'Afghanistan, c'est-à-dire l'Afghanistan et le Pakistan. Est-ce qu'il y aura des renforts militaires français pour l'Afghanistan, on va envoyer 150 gendarmes, vous le confirmez ?

NICOLAS SARKOZY

Il n'y aura pas de renforts militaires.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Mais il y aura les gendarmes qui participent à la force européenne de gendarmerie...

NICOLAS SARKOZY

Pardon, je ne veux pas prolonger, bien sûr, notre conversation, mais enfin, ce sont des sujets très importants. Je partage de A à Z la stratégie qui a été définie par le président OBAMA et qui correspond exactement à ce que nous avons dit, madame MERKEL et moi, lors du sommet de l'OTAN, à Bucarest, il y a quelques mois. Quelle est cette stratégie, d'abord, on ne peut pas partir de l'Afghanistan comme ça, parce qu'il y a un combat qui se mène contre Al-Qaïda, et on ne va pas laisser ce malheureux pays martyrisé aux mains de ceux qui coupaient les doigts des petites filles, qui se mettaient du vernis à ongles...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Qui appliquent déjà la charria...

NICOLAS SARKOZY

Et qui interdisaient à six millions de petites filles d'aller à l'école. Mais en même temps, nous ne sommes pas une force d'occupation de l'Afghanistan, il faut donc "afghaniser", c'est la raison pour laquelle nous aiderons à la construction, non pas d'une police, mais d'une gendarmerie afghane, mais s'agissant des renforts militaires, la France a fait son devoir, nous n'enversons pas d'autres renforts.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Alors, on pourrait parler encore de politique étrangère, Monsieur le Président. Vous avez entendu l'analyse du sondage SOFRES pour EUROPE 1 sur votre action contre la crise. Les Français vous trouvent, dans la crise, déterminé, largement, courageux, rapide, en revanche, pas novateur, pas ou peu à l'écoute des gens, pas ou peu rassurant. Qu'est-ce que vous en pensez ?

NICOLAS SARKOZY

Mais moi, je n'ai pas à commenter les sondages, mais je comprends très bien qu'une grande station comme EUROPE numéro 1 commente des sondages, que d'autres le fassent, mais Monsieur ELKABBACH, je suis déjà assez occupé, si en plus, je dois commenter les sondages, mais je n'en finis plus. Mon problème n'est pas de commenter les sondages, les manifestations ou les éditorialistes, mon problème, mon rôle, oserais-je dire, ma responsabilité, c'est de prendre des décisions avec sang-froid.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Alors voyons justement...

NICOLAS SARKOZY

Et croyez bien que ça mobilise toute mon énergie.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

On voit que dans ce sondage, votre électorat fait preuve de fidélité et de confiance, mais au-delà, est-ce que vous faites vraiment ce qu'il faut pour rassembler les Français, et j'ai envie de prolonger la question, si vous me le permettez, pourquoi souvent assortir vos initiatives et vos propositions d'un coup de bâton, pourquoi vous donnez l'impression de vouloir assez

régulièrement, je pourrais donner des exemples, trouver des cibles ?

NICOLAS SARKOZY

Oui, donnez-les, non, non, mais...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Les enseignants chercheurs, les états généraux de la presse, vous aidez la presse, et vous faites des remarques sur le fait que la presse aurait dû elle-même, je veux dire, chaque fois...

NICOLAS SARKOZY

Non, mais soyez plus précis, parce que...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Mais c'est ce que je fais...

NICOLAS SARKOZY

Moi, je ne demande pas mieux, Monsieur ELKABBACH...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

C'est ce que je fais. Il y a des propositions intéressantes, et d'un seul coup, il y a une partie qui est "antagonisée"...

NICOLAS SARKOZY

Non, mais par exemple, sur les enseignants chercheurs, quel est le problème, enfin, qu'ai-je dit qui vous ait choqué, Monsieur ELKABBACH, et j'y répondrai bien volontiers, mais je demande aussi un tout petit peu de précisions...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Non, mais je peux vous répondre, non, vous stigmatisez les enseignants chercheurs ou une partie des enseignants chercheurs, on ne va pas revenir là-dessus, mais...

NICOLAS SARKOZY

Monsieur ELKABBACH...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Mais le fond de ma question, c'est : comment... est-ce que vous faites assez pour rassembler ?

NICOLAS SARKOZY

Mais Monsieur ELKABBACH, je répondrai bien volontiers à votre question, mais vous-même, à votre micro, vous dites : Monsieur le Président de la République, vous avez stigmatisé les enseignants chercheurs. Je vous demande, respectueusement, gentiment, simplement...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Vous êtes gentil...

NICOLAS SARKOZY

Sereinement, quel jour, quelle phrase, à quel moment ?

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Quand vous avez fait votre discours sur les efforts que votre gouvernement et vous-même, vous allez faire en faveur de la recherche, ce sont des efforts...

NICOLAS SARKOZY

Un milliard d'euros de plus...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Des efforts extrêmement remarquables et remarquables, et à un moment, vous dites : mais il y a des chercheurs et des enseignants qui pourraient faire davantage, qui pourraient s'organiser et travailler un peu plus, etc.

NICOLAS SARKOZY

... Très exactement ce que j'ai dit, que l'un des problèmes de la science française, c'était qu'on n'évaluait pas assez les résultats des travaux, et que cette évaluation devait être internationale, parce que c'était curieux qu'on veuille s'évaluer soi-même, il n'y a rien de stigmatisant. Quand un gouvernement décide, comme le gouvernement de François FILLON, de mettre un milliard d'euros de plus sur la recherche, il stigmatise ? Non...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Non...

NICOLAS SARKOZY

Non. Monsieur ELKABBACH...

... ..

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Mais, je vais au-delà de ça...

NICOLAS SARKOZY

Oui, j'ai bien compris...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

C'est, je veux dire, pour rassembler...

NICOLAS SARKOZY

J'ai bien compris, oui, mais pour rassembler... Les Français, me semble-t-il, en ont plus qu'assez d'une pensée convenue, d'une pensée unique. J'ai été élu pour résoudre des problèmes, pas pour les commenter. Nous avons des universités qui, au terme du classement de Shanghai, depuis des années, reculaient dans les classements. C'est une réalité ou ça ne l'est pas ? Mon problème n'est pas de la commenter ni stigmatiser, mais de donner le moyen aux universitaires, qui sont de grande qualité, de remonter dans les classements internationaux. Pour cela, nous avons fait l'autonomie des universités. Il n'y a aucune stigmatisation. Quant à la presse, je ne vois pas...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Non, non, non, mais...

NICOLAS SARKOZY

Dans le cadre des états généraux de la presse, je ne vois pas...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Le rassemblement...

NICOLAS SARKOZY

Pourquoi les ai-je critiqués...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Alors, lundi...

NICOLAS SARKOZY

Je m'en garderai bien d'ailleurs...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Lundi, vous avez reçu à l'Élysée tous les syndicats pour leur parler de l'éventuelle dimension sociale du G20, et eux vous ont exprimé leur inquiétude devant les fermetures d'entreprises. Ils savent que le chômage va augmenter partout, et certains redoutent des tensions, certains journaux ont dit des jacqueries même, et ils redoutent que le chômage avoisine les trois millions fin 2009. Vous pensez que c'est possible ça ?

NICOLAS SARKOZY

Bon, d'abord, je veux dire qu'on a des organisations syndicales qui sont parfaitement responsables, et que c'est indispensable pour un gouvernement de pouvoir discuter régulièrement avec ces organisations, que je vois quasiment tous les mois, deuxièmement, qu'il y ait de l'inquiétude en France, comment n'y aurait-il pas d'inquiétude alors que nous sommes face à une crise internationale jamais vue, ni par son ampleur ni par son intensité, ni par sa globalité, parce que toutes les régions du monde sont en crise. Vous me dites : est-ce qu'on fait ce qu'il faut, il faut que je sois très humble face à cette question, j'observe quand même un certain nombre de choses, Jean-Pierre ELKABBACH, le plan de soutien aux banques français - et devenu le plan européen - a permis de protéger l'épargne des Français, pas une banque n'a fait faillite, aujourd'hui, l'argent que nous avons prêté aux banques, pour qu'elles se redressent, a rapporté aux contribuables français un milliard quatre cents millions...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Et les banques font leur job en ce moment, elles ont recommencé ?

NICOLAS SARKOZY

Dans des conditions extrêmement difficiles, ça repart, il y a un petit peu de mieux. Mais le plan bancaire français, il y en a eu un, Jean-Pierre ELKABBACH, pas deux, je crois savoir qu'aux Etats-Unis, ça doit être le quatrième ou le cinquième, je ne m'en réjouis pas, je ne critique pas, mais enfin, je ne sais pas si nous avons fait ce qu'il fallait, mais en tout cas, j'ai dit la vérité aux

Français, et nous avons fait ce plan. Sur l'automobile, nous nous sommes battus pour sauver la filière automobile française. J'ai demandé un plan européen, le plan automobile français, eh bien, il a fait des émules, puisque tous les pays européens constructeurs...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

... Même les Américains...

NICOLAS SARKOZY

Se sont inspirés du plan français, quant aux Américains, j'ai entendu le président OBAMA, il y a deux jours, qui a dit aux constructeurs automobiles : revoyez votre copie, ce plan ne me va pas. En France, s'agissant de RENAULT, de PSA et de tous les sous-traitants, on a mis en place les outils nécessaires. Alors, attendez, le plan de relance, 4 points de PIB en France, toutes les décisions qui vont rentrer en oeuvre du mois d'avril au mois de juillet, avec la mise en oeuvre du RSA, six millions de français qui ne paieront pas d'impôts de revenus...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

... C'est à ce moment-là, vers juillet, qu'on se rendra compte des mesures qui ont été prises par vous-même et votre gouvernement...

NICOLAS SARKOZY

Oui, mais vous m'avez posé la question de savoir : est-ce que vous avez assez écouté, est-ce que vous rassemblez assez, bon... Six millions de français, les classes moyennes, qui avaient l'habitude d'être pressurées dans tous les sens, ne vont pas payer ni le deuxième ni le troisième tiers de l'impôt sur le revenu...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Monsieur le Président...

NICOLAS SARKOZY

Quatre millions de personnes qui vont avoir une prime exceptionnelle, je pense aux travailleurs pauvres...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Vous le dites quand vous allez face à face avec des gens comme hier, à Châtelleraut, vous donnez ces arguments, et vous dites : vous allez voir les résultats. Mais il y a aussi la scierie ARCELOR MITTAL, à Gandrange, en Moselle, qui a fermé définitivement hier, il y a HEULIEZ qui craint pour son avenir, CONTINENTAL aussi, CATERPILLAR, l'intersyndicale de CATERPILLAR qui vous a lancé ce matin un appel pour que vous sollicitiez des fonds européens en faveur de l'entreprise.

NICOLAS SARKOZY

Attendez, mais, on ne peut pas parler de tous les dossiers en les survolant, donc moi, je veux bien répondre sur CATERPILLAR. CATERPILLAR, c'est une entreprise qui fabrique des engins de terrassement et qui travaille notamment pour les Etats-Unis, la chute de la demande est de 80%, je vais, là, sauver le site, je recevrai cette intersyndicale puisqu'ils m'ont appelé au secours, d'après ce que je comprends, et on ne les laissera pas tomber. Sur HEULIEZ, sur la partie véhicule électrique, on a dégagé dix millions d'euros pour permettre un plan de reprise. J'ai posé un certain nombre de conditions, et j'espère en tout cas sur le véhicule électrique qu'on va pouvoir apporter des réponses. Sur Gandrange, j'ai eu monsieur MITTAL un nombre de fois incalculable, il a tenu ses engagements, la production d'acier mondiale a été divisée par deux. Ce n'est quand même pas de ma faute si absolument, il y a moins, comme il y a moins de croissance, il y a moins de consommation...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Donc il faut faire attention quand on fait des promesses...

NICOLAS SARKOZY

Et s'agissant... non, non, non, pas du tout, absolument pas, parce que les promesses que j'avais prises, ces promesses ont été scrupuleusement tenues. Et je suis prêt à parler de dossiers, vous savez, je travaille mes dossiers de très près, et en général, j'assume mes promesses, c'est peut-être le langage franc sur lequel vous vous interrogez tout à l'heure. Quant à CONTINENTAL, j'ai dit en Allemagne, et j'en ai parlé à madame MERKEL, j'ai dit en Allemagne ce que je pensais de

leurs plans sociaux, ils ne sont pas au-dessus des lois, ces gens-là, donc ils doivent appliquer la loi. Et dans cette crise, il faut qu'on prenne les bonnes décisions avec sang-froid, il faut qu'on agisse au moment où on doit le faire, et il faut qu'on sanctionne les comportements qui sont inacceptables.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Alors, il y a tellement de choses à dire. La loi sur le partage des valeurs, on va la voir un jour arriver ?

NICOLAS SARKOZY

Mais j'ai dit aux français que je ne céderai pas là-dessus, autant, je comprends parfaitement qu'une entreprise, et je veux dire d'ailleurs, de ce point de vue-là, que c'est un grand tort de faire l'amalgame, l'immense majorité des chefs d'entreprise sont des gens qui mettent leur temps, leur argent, qui risquent beaucoup, et qui font un travail remarquable, qui permet d'ailleurs de créer des emplois. Et c'est un grand tort que de stigmatiser une catégorie générale comme ça.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Oui, parce que vous avez remarqué, aujourd'hui, c'est la chasse aux possédants, la chasse aux riches, la chasse à tous les patrons, et il faut peut-être que vous apaisiez, si vous permettez, le climat, sinon, on va entendre bientôt : ah, ça ira, ça ira, les patrons et les banquiers à la lanterne.

NICOLAS SARKOZY

Oui, enfin, il faut...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Donc il faut calmer le climat, je suppose.

NICOLAS SARKOZY

Oui, puisque vous êtes d'une profession très importante pour la démocratie, que ce conseil soit adressé à ceux qui font ces Unes, parce que je ne les fais pas. Moi, mon rôle de président de la République, c'est de refuser l'amalgame, il y a partout des gens qui font bien leur travail. Mais ça n'est pas une raison pour accepter un certain nombre de dévoiements. Quand une entreprise ne fait pas de bénéfices, naturellement, la question du partage ne se pose pas. Mais je l'affirme avec la plus grande force, même si ça ne plait pas à tout le monde, une entreprise qui fait des centaines de millions d'euros de bénéfices, des milliards d'euros de bénéfices, tant mieux pour elle, la question du partage de ce bénéfice entre les salariés et les actionnaires, c'est une question qui doit se poser...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Qui va en discuter...

NICOLAS SARKOZY

Alors c'est très simple...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Qui va en discuter et quand ?

NICOLAS SARKOZY

C'est très simple, monsieur COTIS, à qui j'ai demandé un rapport, doit remettre ce rapport à la fin...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Patron de l'INSEE...

NICOLAS SARKOZY

A la fin du mois d'avril. A partir de ce rapport, les partenaires sociaux doivent en discuter, patronat et salariés, soit, ils arrivent à se mettre d'accord, et dans ce cas-là, je ne demanderai pas aux législateurs d'intervenir, soit, ils ne se mettent pas d'accord, et les choses sont parfaitement claires dans mon esprit, il y aura à l'été un projet de loi, d'origine gouvernementale, pour que les salariés qui ont contribué à la création de richesses dans l'entreprise participent davantage à la distribution des bénéfices qu'ils ont créés par leur industrie. Il me semble que c'est une question de morale, que c'est une question d'efficacité, et qu'il est parfaitement nécessaire dans la crise que nous connaissons que chacun comprenne que si on demande aux salariés de porter une partie du fardeau de la crise, il est normal que les mêmes salariés qui portent une partie du fardeau de la crise profitent bénéficient du fruit de leur travail quand ça va

portent une partie du fardeau de la classe moyenne, bénéficient du fruit de leur travail quand ça va bien.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Monsieur le Président de la République, dans vos meetings, vous vous en prenez quelquefois à tous ceux qui créent de l'insécurité dans les villes et les banlieues. Est-ce que votre gouvernement est en train d'échouer dans sa lutte contre les bandes ou est-ce que c'est une tactique électorale ?

NICOLAS SARKOZY

Non, ça n'a rien d'une tactique électorale. Quand je me suis rendu au lycée professionnel, au collège professionnel de Gagny, et que je vois cette remarquable équipe d'enseignants ou ce proviseur, quand je reçois le proviseur de cette ville de Garges-lès-Gonesse, qui a défendu l'un de ses élèves attaqué par un voyou qui l'attaquait à coups de marteau, ce sont des gens qui font honneur à la Fonction publique, ce sont des gens qui font honneur au statut de fonctionnaire, ils n'ont pas été engagés par l'Etat pour faire le coup de poing. Donc nous avons une faille dans notre arsenal législatif, le délit d'appartenance à une bande n'existait pas, nous le créons, le simple fait d'appartenir à une bande armée menaçante sera un délit puni d'une peine qui pourrait aller jusqu'à trois ans de prison. Deuxièmement, cette mode détestable, dont je n'accepterai pas la prolifération, qui consiste à envahir, en toute impunité, l'enceinte scolaire, collège ou lycée, eh bien, ça va devenir un délit, c'est aujourd'hui une simple contravention.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

C'est-à-dire qu'il y aura une nouvelle loi.

NICOLAS SARKOZY

Oui, parfaitement ! Il y aura une nouvelle loi.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Une loi anti-bande.

NICOLAS SARKOZY

Exactement ! Troisièmement, s'en prendre violemment à un professeur sera une circonstance aggravante, je me dois en tant que Chef de l'Etat de défendre l'intégrité physique de gens qui ne font que leur travail. Et s'il y a une minorité de voyous qui ne comprennent pas que dans la société française il y a des règles, que ces règles s'appliquent aussi pour eux, et quand j'entends dire que c'est la bande de tel quartier qui s'oppose à la bande de tel autre, mais c'est un cauchemar, mais le quartier ne leur appartient pas.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Et là-dessus, vous irez vite aussi ? Votre gouvernement ira vite ?

NICOLAS SARKOZY

Oui, puisque c'est dès le mois prochain qu'à la fois la garde des Sceaux et le ministre de l'Intérieur défendront ce texte. Je n'ai pas l'intention de commenter sociologiquement pourquoi y a-t-il des bandes qui se sentent propriétaires de leurs trottoirs. Sur le territoire de la République Française, il ne doit pas y avoir de bandes et ils ne sont pas propriétaires de leur quartier.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Et en même temps, vous dites qu'il faut de la prévention de caractère social, hein, je suppose.

NICOLAS SARKOZY

Je ne vois pas quel est le...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

... pour éviter qu'il y ait aussi des bandes, la répression.

NICOLAS SARKOZY

Oui, enfin, écoutez, quand je vois qu'un adolescent de 17 ans vient au lycée avec dans sa mallette un marteau, une clé à molette et une barre à mine, c'est pas une question de social, disons les choses comme elles sont, c'est une question d'autorité de la République, et permettez-moi de vous dire que ça n'a rien à voir avec le statut de ses parents, la situation sociale de sa famille. On ne va pas à l'école avec une barre à mine pour taper alternativement sur son copain de classe ou sur le professeur qui vous enseigne, ou alors la France n'est plus une République. Et je n'ai pas l'intention de tolérer ça.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

On va terminer en vous remerciant de nous accueillir, ici, EUROPE 1.

NICOLAS SARKOZY

C'est moi qui vous remercie.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

A des élus UMP, vous avez confié, paraît-il que vous aviez « la banane », je ne sais pas s'il n'y a pas une autre expression pour le Président de la République. C'est bien que vous ayez la banane, Monsieur SARKOZY, alors que comme le dit LE CANARD ENCHAINE les Français sont au régime. Est-ce que les Français n'attendent pas que vous partagiez la banane avec eux ?

NICOLAS SARKOZY

Enfin, je ne comprends pas du tout cette question. Je n'ai fait aucune déclaration publique de cette nature. Quelques députés me posaient la question, « alors, est-ce que tu as le moral ? », j'ai dit, « enfin, si moi j'ai pas le moral... », est-ce que vous croyez qu'on attend du chef de l'Etat qui a été élu pour réformer, pour moderniser la France, pour faire face à une crise sans précédent qu'il soit déprimé, qu'il renonce ? Moi, je me suis construit politiquement autour de deux phrases, ça va vous étonner, François Mitterrand, je me demande si c'est pas à vous d'ailleurs qu'il répondait à l'époque, et qui disait, « mais enfin, contre le chômage on tout essayé, il n'y a plus rien à faire ».

JEAN-PIERRE ELKABBACH

C'est pas à moi.

NICOLAS SARKOZY

Pourtant un homme pour qui j'ai du respect, Monsieur Mitterrand. Et Lionel JOSPIN...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

... à Vilvorde, je sais.

NICOLAS SARKOZY

... au moment de Vilvorde, il lève les bras au ciel, c'est un homme honnête Monsieur JOSPIN, il lève les bras...je voudrais terminer, il lève les bras au ciel, le pauvre, et il dit, « on n'y peut rien ». Eh bien, moi, je prends un engagement devant les Français, jamais ils ne m'entendront dire ça, parce que qu'il soit de gauche, de droite, du centre, ou de nulle part, les Français n'ont pas un élu un président de la République pour qu'il vienne leur dire, capitaine du vaisseau France, « je n'y peux rien ! ». Je me sens responsable de tout, je me sens comptable...

JEAN-PIERRE ELKABBACH

... donc, vous dites vous avez le sang-froid, ce qu'on a entendu tout à l'heure.

NICOLAS SARKOZY

Non, je ne dis pas ça, je me sens comptable des intérêts de la France, je me sens responsable de chaque Français, qu'il ait voté ou pas pour moi et quelle que soit sa place dans l'échelle sociale. Je ne renoncerai jamais. J'ai des convictions, je me bats chaque jour, et mes états d'âme, franchement, les Français n'en ont cure. Pourquoi ? Eh ben, voilà la réponse que je voulais faire. Pour le reste, j'essaie d'être pragmatique parce que cette crise aura des rebondissements, on ne sait pas lesquels.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Elle va durer la crise encore ?

NICOLAS SARKOZY

Mais on n'en sait rien. La seule chose que je voudrais dire aux Français et dont je suis sûr, c'est qu'on va s'en sortir, qu'il y aura forcément dans quelques mois une sortie de crise, forcément, et que la seule question importante qui se pose pour moi c'est de savoir au moment où la croissance reviendra « est-ce que la France sera prête à accueillir cette croissance et à créer les millions d'emplois dont nous avons besoin ? ».

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Parce qu'il vous arrive d'imaginer le monde d'après.

NICOLAS SARKOZY

Mais je dois imaginer le monde d'après. Je ne peux pas être sur l'obstacle, le nez sur l'obstacle

en me cachant mon visage derrière mes mains, en me disant, « mon dieu, c'est abominable et c'est affreux ». Quand il y a un vaisseau pris dans la tempête, le capitaine ne doit pas être en train de déprimer dans sa cabine, il doit être sur le pont du navire. Alors, les plus grosses vagues c'est pour lui, son costume est un peu mouillé, mais c'est pour ça qu'il est capitaine. Un capitaine ça montre la voie, ça se bat matin, midi et soir, ça obtient des résultats, et les Français jugeront, je leur fais confiance.

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Donner donc des résultats aux Français, des solutions pour les Français, et peut-être partager la banane avec eux, c'est-à-dire la vitalité et l'énergie qu'il y a dans le pays, non ?

NICOLAS SARKOZY

Mais bien sûr il y a beaucoup d'énergie, il y a beaucoup de possibilités dans notre pays, et j'espère qu'on verra ce soir et demain que la France, l'Allemagne, l'Europe sont capables de se faire entendre sur le théâtre du monde .

JEAN-PIERRE ELKABBACH

Monsieur le Président de la République, je vous remercie d'avoir reçu EUROPE 1 dans ce Salon Murat.

NICOLAS SARKOZY

C'est moi qui vous remercie.

JEAN-PIERRE ELKABBACH où aura lieu le Conseil des ministres avant votre déjeuner avec le Président du Brésil, LULA, qui vient ici, et votre conférence de presse commune à Londres avec la Chancelière MERKEL. Encore une fois, merci. Et demain, invité pour parler du G20 à Londres, Martine AUBRY.